

OUVERTURE DE LA COLLECTE DES SIGNATURES HIER AU BUREAU
DU GROUPE PARLEMENTAIRE DU PARTI

Retour d'Ouyahia à la tête du RND ?

Après les membres du conseil national et les coordina-
teurs de wilayas, c'était au tour du bureau du groupe par-
lementaire du RND d'ouvrir hier, à l'APN, la collecte des
signatures en vue du retour d'Ahmed Ouyahia à la tête du
parti. Selon des sources, les deux pétitions seront adres-
sées, jeudi matin, à l'actuel SG Abdelkader Bensalah,
appelé à céder sa place «sans résistance».

Mehdi Mehenni - Alger
(Le Soir) - Climat tendu hier, dans la
salle de l'Assemblée populaire natio-
nale. Une députée qui visiblement
arrivait en retard à la séance plénière
consacrée au projet de loi sur le livre,
se fait interpeler dans les couloirs par
un de ses collègues du RND. Des
chuchotements. Puis la députée
élève la voix. «Signer quoi au juste ?
je ne comprends plus rien. Je ne
vous cache pas que cette histoire
m'intrigue... et puisque je suis la der-
nière à être informée, je ne mettrai
pas mon nom dans cette pétition
avant de savoir à qui profite réelle-
ment cette démarche», lance-t-elle,
confuse, à son collègue. Approchée,
la députée en question était gênée

d'avouer qu'elle vient à l'instant d'ap-
prendre que le bureau de son groupe
parlementaire avait ouvert dans la
matinée une collecte de signatures
pour le retour d'Ahmed Ouyahia à la
tête du parti. «Je monte au bureau
m'enquérir de l'objet réel de cette
pétition... apparemment Bensalah
partira de la même manière qu'il était
venu», ironise-t-elle avant de s'éclip-
ser.

«Le feu vert a été donné
par la Présidence»

Selon une source proche du grou-
pe parlementaire, environ 210
membres du conseil national du RND
ainsi que des coordinateurs de

wilayas ont déjà signé la pétition pour
le retour d'Ouyahia.

«Chaque bureau de wilaya a four-
ni séparément ses signatures. Le
dernier en date, celui de Médéa,
dimanche dernier. Le tout est déjà
assemblé au bureau du groupe par-
lementaire du parti», révèle notre sour-
ce. Chose faite, la seconde étape
consistait ainsi à lancer une autre
pétition regroupant les signatures des
parlementaires RND des deux
chambres (APN, Sénat). Une réunion
regroupant les députés et sénateurs
RND était prévue ce mardi (ajour-
d'hui ndlr), à 14h, pour la signature
de la pétition.

Finalement, ordre a été donné
d'annuler cette démarche qui risque
de faire trop de bruit. Il a été convenu
d'ouvrir les signatures d'une manière
individuelle au bureau du groupe par-
lementaire du parti. Le dernier délai
est fixé au mercredi soir. Les deux
pétitions seront adressées à
Abdelkader Bensalah jeudi, dans la
matinée, «pour céder sa place sans
résistance. La seule option qui peut
s'offrir à lui est de démissionner en
douce, tel fut le cas d'Ouyahia le
revenant», explique notre source.



Ahmed Ouyahia.

Photo : Samir Sid

Mais pourquoi le retour d'Ahmed
Ouyahia qui a fait lui-même l'objet
d'une large contestation, avant de
démissionner du parti en janvier 2013
? Dans la forme, notre source
explique qu'il est reproché à
Abdelkader Bensalah de gérer le
parti comme l'on gère une adminis-
tration : «Le RND est complètement
absent de la scène politique au
moment même où l'actualité nationa-

le est bouillonnante. Le parti ne
compte presque plus d'activités poli-
tiques et militantes et ne joue plus
son rôle d'un des remparts forts du
pouvoir, face à la montée en puissan-
ce, ces derniers temps, de l'opposi-
tion. Plusieurs évènements ont eu
lieu récemment et Abdelkader
Bensalah n'a pas jugé utile de rendre
public ne serait-ce qu'un communi-
qué de presse pour mieux situer la
position du parti. Il faut dire aussi
que sur le plan interne, il n'a pas eu la
poignée forte pour désigner les coordi-
nateurs de wilayas, et ce depuis le
dernier congrès du parti. A trop
craindre de mécontenter les uns et
les autres, il a fini par réunir tout le
monde contre lui.»

Sur le fond, avoue notre source,
l'équation est plutôt simple : «Croyez-
vous que les parlementaires RND
des deux chambres auraient entre-
pris de leur propre initiative la récolte
des signatures ? Le feu vert a été
donné par la présidence de la
République. Abdelkader sera bientôt
destitué de la présidence du parti.
Ahmed Ouyahia reprendra les rênes
du RND.»

M. M.

TAYEB ZITOUNI, MINISTRE
DES MOUDJAHIDINE À ORAN :

«Il faut préserver
la mémoire nationale pour
les générations futures»

Hier, M. Tayeb Zitouni, ministre des Moudjahidine, a procédé à l'ouver-
ture à Oran d'une rencontre internationale sur «Les pratiques répressives et
les politiques coloniales françaises en Algérie 1830-1962 : cas de la tortu-
re». Evoquer les pratiques de la torture consiste, dira le ministre, à valoriser
la mémoire historique à travers une lecture scientifique et objective des
faits, mais en aucun cas, dira le ministre, «ces évocations n'ont pour but
d'altérer les relations entre l'Algérie et la France».

Pour le ministre des Moudjahidine, les faits de torture ont été d'une telle
cruauté qu'il ne peut, en tant qu'homme dans sa position, les ignorer ou ne
pas les évoquer. «Sans parler des viols d'Algériens et d'Algériennes, ceci
est un autre dossier noir.» Abordant les relations entre l'Algérie et la
France, justement à ce sujet, le ministre reconnaît une certaine évolution,
prenant en exemple la visite du ministre français des Anciens combattants
à l'occasion du 8 Mai 1945, «en tant qu'Algériens, nous n'avons pas le
monopole de l'histoire ni de révolution, la venue de ce représentant de la
France est un geste appréciable mais insuffisant».

Tout en assurant que l'Algérie n'a pas d'hostilité envers la France, il
étaye ses dires «beaucoup de Français ont combattu aux côtés des
Algériens et certains même ont émis le souhait d'être enterrés ici en terre
d'indépendance, d'autres ont écrit en faveur de la Révolution et de
l'Indépendance et dénoncé les actes de torture».

Le colloque consiste en plusieurs axes qui seront débattus durant deux
journées. «La répression coloniale en Algérie 1830-1962 : législation,
aspect et pratique» et «La torture entre 1954 et 1962» seront évoqués par
les historiens, un sujet qui sera mis en exergue à travers les écrits des
Algériens et des étrangers. La veille, le ministre des Moudjahidine a assisté,
au cinéma Maghreb (ex-Régent) à Oran, à la projection du film *Colonel Lotfi*
du réalisateur Ahmed Rachedi. La projection du film *Krim Belkacem*, du
même réalisateur, sera quant à elle programmée à Oran aujourd'hui.

Am. B.

ACCUSATIONS DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

Les députés du PT ne lâchent pas
la ministre de la Culture

Les parlementaires du PT n'en démordent
décidément pas et ne comptent pas lâcher la
ministre de la Culture, du moins de sitôt.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Ils ont, en effet, mis à pro-
fit la longue séance d'adoption du projet de loi portant
activités et marché du livre, pour poursuivre leur réquisi-
toire contre Nadia Labidi. A chacune de leurs interven-
tions, les députés du parti de Louisa Hanoune n'ont pas
manqué d'apporter des preuves aux accusations de dila-
pation des deniers publics et de conflits d'intérêt dont ils
accusent la ministre de la Culture. «La ministre de la
Culture nous a demandé les preuves de ce que nous
avancions, des preuves de nos accusations, et bien c'est
chose faite», tiendra à affirmer Ramdhane Taâzibt,
membre de la direction du PT.

Lui et ses collègues ont étalé en plénière les docu-
ments prouvant leurs griefs contre Labidi. Comme ce rejet
signifié par le département cinéma de la manifestation
Constantine, capitale de la culture arabe 2015 daté du 25
juin dernier, du film *Le Patio* produit par Promo
International, société de production lancée par la ministre
avant qu'elle ne la cède à son mari et à son père à sa
nomination au sein de l'Exécutif en mai de l'année derniè-
re. Motif de ce refus, «liens directs et indirects avec des
membres de la commission. Ceci avant que ledit film ne
soit retenu le 10 décembre dernier parmi les 12 produc-
tions cinématographiques dans le cadre de cette manifes-
tation. Autre preuve brandie par les députés du PT, l'auto-
risation de tournage de la série *Sahla Mahla*, produite par
la même société appartenant à la ministre de la Culture
au profit de l'ENTV. Pour le groupe parlementaire du PT,
la ministre de la Culture a usé de son autorité pour donner

des marchés dans son secteur à des entreprises apparte-
nant à ses amis et proches. Et d'accuser la ministre de
«confondre entre cinéma et faire du cinéma», et «de jouer
un rôle savamment orchestré de victime».

Et à cette détermination des députés du PT à pour-
suivre leur «combat avec la dernière énergie contre l'oli-
garchisation de la vie politique», la ministre de la Culture
a préféré jouer la sérénité. Mettant ces accusations sur le
compte de la «liberté d'expression» que l'on «ne peut
trouver nulle part ailleurs», selon elle, Labidi a répliqué
estimant que la fameuse épopée El Ouïam, produite par
l'Orchestre symphonique national conduit par Amine
Kouider était «un cadeau au père de la réconciliation
nationale, le président de la République, Abdelaziz
Bouteflika». Celui dont personne ne peut oublier «ce qu'il
a fait pour son pays. C'est la moindre des choses que l'on
puisse lui faire».

Suffisant pour susciter les applaudissements des
députés, notamment ceux du FLN. Et de poursuivre un
peu plus tard, dans un court point de presse, une fois ledit
projet portant activités et marché du livre adopté à l'una-
nimité des présents, y compris ceux du PT, que «n'importe
qui peut dire ce qu'il veut», invitant à ne pas oublier et
à se remémorer la dure période du terrorisme.

A propos dudit projet portant activités et marché du
livre, la ministre de la Culture s'est félicitée de son adop-
tion à l'unanimité mais surtout des remarques pertinentes
des députés dont elle s'est engagée à prendre acte. Un
projet qui, selon elle, permettra davantage de «transpa-
rence dans le circuit du livre via les mécanismes de
contrôle prévus».

M. K.

Adieu Camarade

Fidèle à lui-même, mon ami Amar s'en est
allé comme il a vécu, sans tambour ni trom-
pette, laissant celle de la renommée aux
avides des feux de la rampe.

La foule qui l'a accompagné à sa dernière
demeure, témoin de l'attachement à sa per-
sonne et aux valeurs qu'il a su semer autour de
lui tout au long de sa vie. En me joignant à cette
marque de sympathie, c'est surtout l'homme pas-
sionné par l'Algérie que je voudrais évoquer. Né
en 1942 à Aïn Berda, dans la région d'Annaba, il
a choisi, très jeune, de s'émanciper vers les
rangs de l'ALN où son amour patriotique s'est
aiguisé dans la lutte pour le recouvrement de l'in-
dépendance de l'Algérie. Ce compagnonnage
dans le combat pour la liberté l'a définitivement
marqué. Plus tard, après l'indépendance, il
obtiendra en 1966 le diplôme de l'Académie du
cinéma, du théâtre, de la radio et de la télévision
de Belgrade. Mais son goût pour les combats
politiques le poussera à poursuivre ses études



supérieures en sciences politiques et écono-
miques à l'Université d'Alger. C'est à ce moment
que nos chemins se sont croisés et que nous
sommes devenus amis, à la vie, à la mort. La
cruelle l'a pris, mais elle ne prendra pas nos
longues soirées de débats politiques passionnés.
Tout était à construire et l'artiste s'est doublé de

l'acteur politique pour donner corps à ses idées.
Car le cinéaste a engendré, parfois dans la dou-
leur, des œuvres qui lui valurent de prestigieux
prix dans des festivals internationaux. Je me
souviendrai toujours de nos retrouvailles chaleu-
reuses à Ouagadougou où j'étais en poste et lui
concourant pour un prix du Fespaco qu'il obtint
avec brio. C'est que Amar a été prolifique en
films chocs, historiques, révolutionnaires, j'en
passe et des meilleures qualifications. Le cultis-
sime *Patrouille à l'Est* (1972) dont le cri/totem
«Yaou alikoum min Guelma» restera à jamais
l'oriflamme des cinéphiles algériens. Et comment
ne pas citer *Fleur de lotus* (1998) ou *Les Portes
du silence*.

C'est en ma qualité de témoin, et souvent de
complice que je veux restituer la générosité de
Amar qui s'est exprimée aussi dans son autre vie
: son militantisme politique notamment à travers
l'action syndicale. Je veux surtout dire combien il
fut animé de foi et de passion dans l'exercice de
ses fonctions de secrétaire général du Syndicat
des comédiens, de théâtre et de cinéma qui rele-
vait de l'Union générale des travailleurs algériens

(UGTA). Ce poste lui a permis de conjuguer
l'élan artistique à l'ardeur politique. Malgré la
chape de plomb des années du terrorisme, mal-
gré les coups bas des ennemis de toujours de
l'Algérie, il sut rester authentique, vrai et surtout
attentif aux autres. Je garderai en mémoire les
promenades sur le Cours de la Révolution, à
Annaba, durant lesquelles nous refîmes le
monde plusieurs fois, avant de revenir comme
d'habitude au seul sujet qui nous animait réelle-
ment : l'amour de la patrie qu'il a su sublimer par
l'image.

Je dédie cet hommage posthume à ses
familles, la sienne propre et celle plus large du
cinéma, à ses camarades militants, à ses com-
pagnons de lutte pour l'indépendance, les moud-
jahidine, et aux membres de l'association
Lumière qu'il présidait et dont le nom même
résume parfaitement Amar. Jusqu'au bout, les
lueurs de l'espoir auront guidé sa vie. Feu Amar
était toute flamme.

Abdelkader Messahel
Ministre délégué chargé des Affaires
maghrébines et africaines.